

Un article du *Parisien* concernant le projet de rénovation de l'aéroport d'Orly.

[Lire l'article](#)

*Encart manquant à l'article en ligne :*

### **La fronde des élus et des associations**

« Ne souriez pas sur les photos ! Il ne faut pas qu'on croie que nous sommes là pour rigoler. L'heure est grave. » Aux côtés de Nicolas Dupont-Aignan, député-maire (Debout la République) d'Yerres (Essonne) jouant les conseillers en communication, élus — étiquetés très majoritairement à droite — et associations de riverains ont manifesté, hier matin, devant l'aérogare sud d'Orly, contre le projet de rénovation de l'aéroport. « On joue avec la santé et la sécurité des habitants, lance le maire d'Yerres. 600 avions passent tous les jours au-dessus de nos têtes. Il n'y a pas une ville au monde qui accepterait cela. » Didier Gonzales, maire UMP de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), enchaîne : « Orly accueille déjà près de 235 000 mouvements de voyageurs par an, alors que la limite est fixée à 200 000. Aujourd'hui, ADP (*ND LR : Aéroports de Paris*

) veut accroître de 50 % le nombre de voyageurs. C'est aberrant ! Orly ne doit pas supporter la hausse du trafic. Si on a construit Roissy, ce n'est pas pour rien. »

En chœur, élus et riverains dénoncent le « passage en force » d'ADP, lorsque Franck Mereyde, directeur de Paris-Orly, s'invite au milieu des banderoles. Son message : « Il n'y aura pas d'augmentation du nombre de vols, seule la qualité d'accueil nous importe dans le cadre de la rénovation. »

« Menteur ! » lui répond la soixantaine de manifestants, mêlant coups de klaxon et huées afin de brouiller les mots du dirigeant. « Il est dans son rôle, mais nous ne sommes pas naïfs », soupire Didier Gonzales, qui salue un Nicolas Dupont-Aignan sur le départ pour l'Assemblée nationale. « Dis, tu essaies de poser une question ? » lui lance-t-il. Le député acquiesce. « L'État détient la majorité du capital d'ADP, le gouvernement doit répondre », justifie l'ancien parlementaire du Val-de-Marne, en distribuant une lettre ouverte au Premier ministre signée par une vingtaine d'élus.

ANTHONY LIEURES